

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1988>



Au lendemain du 13 novembre...

- Actualités -



Publication date: vendredi 20 novembre 2015

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Au lendemain des attentats à Paris le 13 novembre, L'École Émancipée assure de sa solidarité et de son soutien toutes celles et tous ceux qui ont été touché-es par cette horreur.

Après avoir visé en janvier un journal satirique et un commerce « kasher », deux symboles représentant la liberté d'expression et la religion juive, ces attaques ont cette fois eu lieu contre des lieux de sport, de culture, ou de convivialité avec pour objectif de semer la terreur et d'entraîner le repli sur soi de la population ; contre une conception de la liberté et de la joie de vivre représentée par la jeunesse fauchée par les balles des assassins.

A ce jour, la réponse du président Hollande et du gouvernement se situe sur le terrain sécuritaire : état d'urgence pour une durée possible de 3 mois au moins, déchéance de la nationalité pour les binationaux, assignation à résidence administrative, demande de modification de la constitution... et militaire par la multiplication des bombardements en Syrie.

Lutter contre le terrorisme de l'état islamique et la peur qu'il engendre ne peut se faire en décrétant l'état d'urgence et en restreignant les libertés. Les moyens de lutte contre le terrorisme de l'état islamique existent ; en premier lieu ceux qui consistent d'une part à se démarquer des puissances régionales qui le soutiennent et d'autre part empêcher et bloquer ses sources de financement.

La réponse doit passer par une réflexion politique et économique à grande échelle, englobant l'ensemble des territoires touchés. Et nous doutons que les impérialismes se dirigent dans cette voie. Cette guerre n'est pas la nôtre !

Au contraire des mesures sécuritaires, il est primordial de réaffirmer notre attachement aux libertés individuelles et collectives. Et nous serons, avec d'autres vigilants pour que l'état d'urgence ne dure pas et ne nous fasse pas sortir de l'État de droit et de la démocratie.

Les enjeux planétaires autour de la COP21 participent d'une vision d'un monde plus juste et solidaire. Il est inacceptable que le gouvernement français remette en cause les manifestations prévues au nom de la sécurité.

Nous continuerons nous réunir, à agir, lutter pour la paix dans une société anticapitaliste, féministe, laïque, antimilitariste, écologiste.